



Recherche



Menu

Se connecter

X

Actualité > Éducation

Plan mercredi : il faudrait davantage de continuité dans la politique éducative

Éducation



Ce site Web utilise des cookies

Les cookies nous permettent de personnaliser le contenu et les annonces, d'offrir des fonctionnalités relatives aux médias sociaux et d'analyser notre trafic.

OK

Paramètres

Applicable depuis la rentrée scolaire, le Plan mercredi prévoit de soutenir les collectivités dans l'accueil d'activités périscolaires de qualité, en complément des temps éducatifs et en relation avec tout le territoire : établissements culturels, espaces naturels, équipements sportifs... Un plan ambitieux, qui nécessite une très grande réactivité sur le terrain.

Annoncé le 27 juin par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, le « [Plan mercredi](#) » crée un cadre de confiance pour les communes et les parents, afin que le plus grand nombre d'élèves bénéficie d'un accueil de loisirs éducatifs de grande qualité le mercredi. Il s'agit de repenser l'apprentissage, en articulant mieux les temps scolaires, périscolaires et extrascolaires pour assurer l'épanouissement et l'éducation de l'enfant au sens large. Le retour de la plupart des communes à la semaine de quatre jours entraînant de nouveaux besoins d'accueil périscolaire le mercredi, le gouvernement renforce le soutien aux collectivités, pour qu'elles puissent offrir davantage d'activités tout en maintenant un bon niveau de qualité. [La convention d'objectifs et de gestion \(COG\) 2018-2022](#), signée entre l'État et la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf), prévoit ainsi de financer, d'ici 2022, 500 000 places supplémentaires en [accueils de loisirs](#) le mercredi.

À condition que les enjeux du Plan mercredi soient intégrés dans un projet éducatif de territoire et que celui-ci réponde à une charte qualité, [la caisse d'allocations familiales \(Caf\)](#) versera donc une aide aux collectivités qui organisent l'accueil de loisirs sans

hébergement (ALSH). Cette aide, perçue dans le cadre de [la prestation de service ordinaire \(PSO\)](#), pourra passer de 0,54 euro à 1 euro, par heure et par enfant. Le ministère de l'Éducation nationale précise que « les collectivités qui décident de maintenir une organisation scolaire comprenant cinq matinées conservent le bénéfice du fonds de soutien existant, y compris la majoration si elles y ont droit ».

L'adoption par les communes du Plan mercredi nécessite un travail important pour élaborer l'accueil de loisirs en articulation avec les ressources du territoire : musées, bibliothèques, conservatoires, établissements sportifs, parcs... Or, les délais entre l'annonce des décisions ministérielles et l'application effective du plan leur compliquent la tâche, explique Rozenn Merrien, présidente de [l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes \(Andev\)](#).

Deux questions à Rozenn Merrien, présidente de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes (Andev)



Que pensez-vous du cadre fixé par le Plan mercredi ?

Dans la continuité de la réforme des rythmes scolaires, qui vise la réussite et l'épanouissement de l'enfant, [le Plan mercredi](#) tend à réduire les inégalités d'accès aux activités périscolaires. Il contient des éléments très positifs, en confirmant notamment que le temps périscolaire fait partie de l'éducation, car il favorise l'apprentissage de la vie en groupe et des valeurs de la République, et en reconnaissant que les animateurs sont, eux aussi, des partenaires éducatifs. Il faut saluer également la dimension qualitative des temps de l'accueil périscolaire. Mais il y a quelques bémols... Le desserrement des taux d'encadrement autorise un nombre plus important d'enfants par animateur, d'où une ambiguïté avec

la volonté de maintenir cette qualité d'accueil. Par ailleurs, les questions de financement ne paraissent pas très claires, en particulier l'éligibilité des collectivités. Initialement annoncé pour toutes les communes, le plan ne financera que les nouvelles heures.



Ce site Web utilise des cookies

Les cookies nous permettent de personnaliser le contenu et les annonces, d'offrir des fonctionnalités relatives aux médias sociaux et d'analyser notre trafic.

[Paramètres](#)

les ressources financières nécessaires pour avoir cette reactivité malgré l'incertitude des financements, les plus petites n'ont pas forcément, ni cette capacité, ni celle de développer des projets dans les délais. C'est pourquoi nous aimerions que les collectivités soient associées aux projets qui les concernent et qu'il y ait davantage de continuité dans la politique éducative. Il faut espérer, en tout cas, que le Plan mercredi sera pérenne.

Les collectivités n'auront-elles pas des difficultés à recruter des animateurs ?

La précédente réforme avait entraîné un accroissement de l'accueil périscolaire des élèves. Il avait donc fallu recruter et former de nombreux animateurs. Le retour à la semaine de quatre jours risque d'entraîner un mécanisme inverse, de baisse de fréquentation – on le note déjà pour la rentrée 2018. Il y a là une contradiction entre la volonté de voir le plus grand nombre d'enfants bénéficier du Plan mercredi et la baisse mécanique de fréquentation avec le retour à la semaine de quatre jours. Pour les communes, cela signifie moins de besoins de [recruter des animateurs](#), mais elles devront faire face à des enjeux importants de formation. L'Andev revendique la création d'une formation initiale aux métiers de l'animation, qui n'existe toujours pas, au même titre que celle des enseignants. Certes, il y a des formations continues payantes, mais l'impact sur la reconnaissance du métier n'est pas le même.

Propos recueillis par Martine Cournaud – Del Ry



ENVOYER |

IMPRIMER |

Animation

Communes

École

Politiques éducatives

Projet éducatif territorial

Temps périscolaire

POUR TOUT COMPRENDRE



Diriger et gérer un accueil de loisirs



L'action éducative en pratique

ON VOUS RECOMMANDE



Éducation

13/12/18

Apprendre aux élèves à mieux se nourrir ...



Éducation

05/12/18

Scolarité à 3 ans, évaluation, ...



Éducation

03/12/18

L'AMF ausculte l'organisation des temps ...



Éducation

20/11/18

**Ce site Web utilise des cookies**

Les cookies nous permettent de personnaliser le contenu et les annonces, d'offrir des fonctionnalités relatives aux médias sociaux et d'analyser notre trafic.

OK

Paramètres



Éducation

12/11/18

Harcèlement scolaire : ...

NEWSLETTER

Recevez toute l'actualité en temps réel des dossiers, les nouvelles fiches, les mises à jour, les nouveaux outils...

[INSCRIVEZ-VOUS](#)

LES DERNIÈRES OFFRES D'EMPLOI ÉDUCATION



Un juriste domaine urbanisme et aménagement (h/f)

Toulouse Métropole, Titulaire

Publiée Il y a 3 h.

[► Voir l'annonce](#)

Une technicienne ou un technicien rivières et milieux aquatiques

Nantes Métropole, Titulaire ou contractuel

Publiée Il y a 2 jours

[► Voir l'annonce](#)

Un Coordonnateur technique (h/f)

Toulouse Métropole, Titulaire ou contractuel

Publiée Il y a 2 jours

[► Voir l'annonce](#)

Ce site Web utilise des cookies

Les cookies nous permettent de personnaliser le contenu et les annonces, d'offrir des fonctionnalités relatives aux médias sociaux et d'analyser notre trafic.

[OK](#)[Paramètres](#)[TOUTES LES OFFRES D'EMPLOI SUR ETOILE](#)[Nous contacter](#)

© Éditions WEKA 2018 - Tous droits réservés